

ACTION URGENTE

UN JOURNALISTE EN DANGER AU DAGHESTAN

Magomed Khanmagomedov, un journaliste d'investigation qui travaille pour un journal indépendant au Daghestan, en Russie, pourrait être en danger après avoir écrit un article sur l'exécution extrajudiciaire de quatre combattants armés présumés.

Magomed Khanmagomedov est un journaliste qui travaille au Daghestan, l'une des républiques de Russie, pour l'hebdomadaire indépendant *Tchernovik*. Le 9 juillet 2010, il a publié un article sur une opération menée par des agents des forces de l'ordre du Daghestan dans la ville de Derbent le 16 juin 2010, au cours de laquelle quatre combattants armés présumés ont été tués. Dans son article, Magomed Khanmagomedov remarquait que deux des noms révélés dans un premier temps par la police comme étant ceux des personnes tuées étaient erronés. Il remettait en question la version officielle des faits, selon laquelle quatre hommes en voiture auraient refusé de s'arrêter et ouvert le feu sur la police. Le journaliste suggérait qu'en réalité, le conducteur et ses trois passagers pourraient avoir été attirés dans une embuscade et abattus. En outre, d'après lui, d'autres personnes que les combattants armés présumés pourraient s'être trouvées dans la voiture.

Avec son article, Magomed Khanmagomedov a mis en ligne sur le site du journal une vidéo qui, selon toute apparence, aurait été filmée par les policiers qui participaient à cette opération. Cette vidéo montre le cadavre d'un jeune homme allongé par terre et couvert de sang, ainsi que deux autres corps dans une voiture. On peut entendre, au début du film, une voix qui semble supplier quelqu'un de ne pas tirer, puis plusieurs coups de feu suivis d'une voix d'homme condamnant les « borodatchi » (les « barbus » en russe, en référence aux groupes islamiques, bien qu'aucun des trois cadavres ne semblait avoir de barbe).

À la suite de la publication de son article, Magomed Khanmagomedov a reçu des coups de téléphone de la part d'agents des forces de l'ordre se disant indignés par cet article. Il a également reçu un certain nombre de messages sur son téléphone portable provenant de numéros inconnus et l'accusant d'être payé par l'étranger et de travailler pour des activistes. Une source confidentielle a prévenu le journaliste que le bureau du procureur local pourrait être en train de se préparer à engager des poursuites pénales contre lui. L'organisation russe de défense des droits humains Memorial a fait part de ses préoccupations concernant la sécurité de Magomed Khanmagomedov.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en russe ou dans votre propre langue) :

- exhortez les autorités russes à prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de Magomed Khanmagomedov ;
- demandez-leur de veiller à ce que les journalistes puissent faire leur travail, y compris mener des enquêtes et en publier les résultats, sans être la cible d'actes d'intimidation ou de harcèlement, sans entrave et sans interférence ;
- priez-les instamment de mener dans les meilleurs délais une enquête indépendante et impartiale sur les exécutions extrajudiciaires qui auraient eu lieu le 16 juin 2010.

VEUILLEZ ENVOYER VOS APPELS AVANT LE 30 AOÛT 2010 À :

Ministre de l'Intérieur du Daghestan :

Ali A. Magomedov
Prospekt R. Gamzatova, 7
367000 Makhachkala
République du Daghestan
Russie

Fax : +7 8722 994439

Formule d'appel : *Dear Minister, /*
Monsieur le Ministre,

Ministre de l'Intérieur de la Fédération de Russie :

Rashid Gumarovich Nurgaliev
Ministry of Internal Affairs
Ul. Zhitnaia, 16
119049 Moscou
Russie

Fax : + 7 495 237 49 25

Formule d'appel : *Dear Minister, /*
Monsieur le Ministre,

Copies à :

Médiateur de la Fédération de Russie :

Vladimir Petrovich Lukin
Ul. Miasnitskaia, 47
107084 Moscou
Russie

Fax : +7 495 607 74-70;
+7 495 607 39 77

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Russie dans votre pays. Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

AMNESTY
INTERNATIONAL



ACTION URGENTE

UN JOURNALISTE EN DANGER AU DAGHESTAN

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Ces dernières années, la situation s'est beaucoup dégradée en matière de sécurité au Daghestan. Dans un climat de violence et au mépris de l'état de droit, les menaces contre les défenseurs des droits humains et les journalistes sont monnaie courante, et certains ont même été tués. On signale toujours des actes de torture et des disparitions forcées. Amnesty International a également reçu des informations faisant état de violences policières. Dans une lettre au procureur général de la Russie datée du 25 juin 2010, l'organisation s'est dite préoccupée par le passage à tabac d'une jeune avocate par des policiers dans un poste de police à Khassaviourt le 17 juin 2010 alors qu'elle était venue voir son client, qui avait été placé en détention.

Régulièrement, des informations font état d'embuscades tendues par des activistes et visant des policiers ou d'autres représentants de l'État, ainsi que d'opérations menées contre des activistes présumés par des agents des organes chargés de l'application des lois, parfois au mépris de toute garantie en matière de droits humains. À plusieurs reprises, la crédibilité de rapports officiels, notamment des rapports portant sur la mort d'activistes présumés, a été remise en question.

En 2008, des poursuites pénales ont été engagées contre Magomed Khanmagomedov au motif que la publication qu'il dirigeait aurait exprimé des opinions extrémistes et incité à la haine interethnique. Bien que l'enquête ne soit pas parvenue à prouver que ces affirmations étaient fondées et que les poursuites aient été abandonnées, le journal de Magomed Khanmagomedov a été obligé de fermer. *Tchernovik*, le journal pour lequel il travaille actuellement, a fait l'objet de pressions, et des accusations semblables ont été portées contre plusieurs membres du personnel par les autorités.

Dans le rapport *Recours juridiques en cas de violations des droits de l'homme dans la région du Caucase du Nord*, publié en mai 2010, Dick Marty, le rapporteur de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) sur la situation des droits de l'homme dans le Caucase du nord, note que le Daghestan a « connu une recrudescence d'actes de terrorisme auxquels, hélas, les forces de sécurité ont répondu par des méthodes qui ne sont pas toujours légales et productives ». Le rapport cite en particulier la ville de Derbent comme un exemple de l'« admirable tradition séculaire de cohabitation paisible entre communautés musulmanes, chrétiennes et juives basée sur la tolérance mutuelle » qui risque néanmoins « d'être mise en danger par la montée de l'extrémisme et les réactions inadaptées des autorités ».

AU 162/10, EUR 46/027/2010, 19 juillet 2010

